

DFI a mené des travaux de recherche et d'analyse pour un vaste éventail d'organisations internationales, de l'OCDE et des pouvoirs publics des pays en développement, ainsi que pour des coalitions de la société civile sur des politiques mondiales visant à améliorer le financement du développement à travers l'allègement de la dette, l'apport d'aide nouvelle et les capitaux privés étrangers.

Certains de ces travaux se sont inscrits dans le cadre du Programme de renforcement des capacités des PTE et du Programme de renforcement des capacités en analyse des CPE, aboutissant à des [publications et des communiqués techniques](#) sur les questions de stratégie de désendettement, de finances publiques et de flux de capitaux privés. DFI a également produit des [travaux de recherche commandités](#) pour des donateurs, organisations internationales et organisations de la société civile, aboutissant à de nombreux communiqués techniques, rapports, documents et études.

Parmi les aspects abordés figurent les suivants:

- **Dette:** [viabilité de la dette](#) budgétaire, publique et nationale/sous-nationale ; fardeaux et [initiatives d'allègement](#) de la dette multilatérale ; meilleures conditions et procédures d'allègement que les débiteurs peuvent négocier auprès du [Club de Paris](#) , des [créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris](#) et des [créanciers commerciaux](#) , ainsi qu'en matière de [litiges](#) liés à la dette.

- **Financements publics extérieurs** : expériences des pays en développement liées aux politiques et pratiques d'aide des donateurs-crédanciers de l'OCDE et du Sud ; réforme des institutions multilatérales (spécialement le FMI et les mécanismes mondiaux contre les chocs) ; meilleures pratiques en matière d'efficacité de l'aide ; financements non concessionnels multilatéraux, bilatéraux et commerciaux, obligations et partenariats public-privé.

- **Financements publics intérieurs** : politiques de désendettement et de développement du marché financier intérieur, politique monétaire et de développement du secteur financier, mobilisation de recettes intérieures.

- **Capitaux privés étrangers**: impact de la [crise financière](#) mondiale, [évolution tendancielle](#) des flux, questions de [climat d'investissement](#), [responsabilité des entreprises](#) et [structures juridiques et institutionnelles](#) pour attirer les CPE.

- **Aide**: DFI a également préparé un [Guide](#) sur les politiques et procédures des organisations multilatérales, tel que répertorié ci-dessous, afin d'aider les pays en développement à choisir leurs sources de financements et d'autres parties prenantes à évaluer la qualité relative de différents financements.

Derniers travaux accomplis par DFI dans ce domaine:

[11 mai 2015 - Financer la santé: qu'en est-il de la fiscalité?, Berlin](#)



À l'occasion d'un symposium organisé par l'organisme Friends of the Global Fund dont le but était d'examiner les meilleures options de financement des ODD dans le secteur de la santé, DFI a donné une [présentation](#) sur le rôle clé d'un partenariat autour de la thématique des recettes fiscales. Les autres sessions de cette conférence ont porté sur le besoin de créer un Fonds mondial pour les systèmes de santé, sur les enseignements tirés de l'épidémie d'Ebola au Rwanda et sur l'usage de la technologie afin de suivre la mise en œuvre des plans sanitaires. L'assistance était composée de 40 parlementaires, de fonctionnaires et d'organisations de la société civile. En parallèle, DFI a pu s'entretenir avec des représentants du Ministère allemand du développement international et Oxfam Allemagne au sujet du

financement du développement et des questions de réforme fiscale.

[5 avril 2015 - Travaux pour l'ONU sur les standards de la coopération privée et mixte](#)



Le Forum pour la coopération en matière de développement des Nations Unies a demandé à DFI de produire deux notes de synthèse sur les standards d'efficacité et d'impact de la coopération au développement privée et mixte (public-privé). La première note, prévue pour juin 2015, portera sur l'identification du contenu potentiel de ces standards et sera présentée lors d'un événement parallèle tenu durant la Conférence sur financement du développement d'Addis Abéba. La seconde, prévue pour août 2015, tentera de définir les modalités de suivi de ces standards et fera l'objet de débats lors du Symposium du Forum en Ouganda du 4 au 6 novembre 2015.

[13 avril 2015 - Lancement officiel du rapport ODI « Financer l'avenir », New York](#)



Une réception tenue à New York a officiellement lancé le rapport Financing the Future de l'Overseas Development Institute. Ce document plaide en faveur de la mobilisation du financement public pour financer les ODD, plus particulièrement au profit des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire et consacré à la protection sociale. Les conclusions de cet ouvrage ont été soutenues par les membres du panel Ulrika Modéer, Secrétaire d'Etat au sein du Ministère suédois de la coopération au développement international et Winnie Byanyima,

Directrice exécutive d'Oxfam.

[23-27 février 2015 - DFI collabore avec la Campagne mondiale pour l'éducation](#)



DFI a pris part à l'Assemblée mondiale de la Campagne mondiale pour l'éducation (CME) tenue à Johannesburg. À la suite de cette intervention, CME a demandé à DFI de diriger la rédaction de deux outils clés sur lesquels son futur plaidoyer sera fondé. D'une part, le rapport Education Aid Watch 2015 évaluera la performance des donateurs en termes de l'aide qu'ils fournissent en faveur de l'éducation. Cette étude examinera également leur volonté de financer les Objectifs de développement durable post-2015. D'autre part, une boîte à outils sur le financement du développement assistera les membres internationaux de la CME à analyser les recettes budgétaires nationales et les dépenses consacrées à l'éducation, ainsi qu'à concevoir des programmes de plaidoyer nationaux destinés à favoriser des systèmes fiscaux progressifs suscitant l'accroissement des recettes et des dépenses.